Mesdames et Messieurs les élus,

En ce moment, les collèges et les lycées votent la répartition des heures pour la rentrée prochaine. En tant que parent d'élève, je découvre avec horreur une situation dont la gravité me semble justifier de vous alerter. La suppression de 16000 postes dans l'éducation va conduire à des situations catastrophiques sur le terrain. En effet, l'évolution du nombre d'élèves ne permet pas de dégager une nouvelle organisation dans les établissements (en termes de nombre de classes de différents niveaux pour chaque filière) où la qualité de l'enseignement serait préservée.

Pour comprendre la situation, je voudrais vous parler du lycée de mes enfants. Je le prends comme exemple pour illustrer mon propos, mais mon discours ne vise pas, bien sûr, à obtenir que l'on déshabilite les lycées voisins au profit de celui de mes enfants.

Le classement en ZEP et les moyens associés avaient jusqu'ici permis au lycée l'Essouriau des Ulis de conserver une forte attractivité par la diversité des options proposées comme par le dynamisme et la stabilité de l'équipe éducative et ce malgré sa situation géographique. On est très loin de l'image d'un lycée de banlieue difficile : la possibilité de conserver des effectifs réduits en seconde, associée à la création de première expérimentale accueillant les élèves en difficulté à la fin de la seconde, permettait à ce lycée d'afficher le plus faible taux de redoublement en seconde de tout le département, tout en conservant de très bons taux de réussite au bac. (Vous noterez au passage que la diminution du taux de redoublement a aussi des conséquences très positives d'un point de vue purement économique.)

Les suppressions de postes de ces dernières années ont déjà dégradé cette situation. **La suppression prévue de 11 postes d'enseignant** à la rentrée prochaine, à effectif d'élève prévisionnel quasi constant (-16 élèves), aura des conséquences catastrophiques sur la qualité de l'enseignement et le soutien des élèves en difficulté : suppression d'une classe de seconde alors que le nombre d'élèves de seconde est prévu constant ce qui aura pour conséquence des effectifs de 32 élèves par classe alors que notre lycée est classé ZEP, suppression des heures de soutien, suppression d'options, suppression de trois classes de STI sur cinq qui vont voir leurs effectifs atteindre la limite légale, etc.

Alors qu'en 2010, le nombre d'heures d'enseignement par élève (H/E) était de 1,96, il passera à 1,9 en 2011. **Ces baisses de moyens remettent en cause la dynamique positive qui faisait de ce lycée de banlieue un exemple de réussite en matière de mixité sociale.** Elles conduisent à un véritable saccage de cet établissement exemplaire comme de l'éducation en général, ce qui révolte solidairement les enseignants, les élèves et leurs parents. Tous réclament de pouvoir reconduire pour l'année prochaine les mêmes structures, sans aucune surenchère.

J'espère que vous me rejoindrez sur l'idée qu'une simple reconduction des moyens actuels, permettant seulement de ne pas dégrader la qualité de l'enseignement, n'est pas une revendication extravagante. Je suis persuadé que vous êtes particulièrement sensible à l'avenir de nos enfants et que vous saurez, mieux que moi, peser sur les décisions qui feront que l'éducation de nos enfants restera une priorité nationale.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Parent d'élèves au collège et au lycée